
Enquête sur la communauté ALLISS : organisations, pratiques et enjeux

Madeleine Akrich - co-présidente ALLISS

Janvier 2026

Synthèse	2
Introduction	3
Le Tiers secteur de la recherche, vu au travers de l'enquête	5
Les projets Science-Société décrits dans l'enquête	8
1. Innovation et Changement social	9
2. Projets Recherche Participative	14
3. Projets Culture scientifique et technique & débats	20
Focus sur les projets Science-Société menés sans participation des organisations de l'ESR	23
Conclusions très provisoires	25
ANNEXE 1	26
Domaines d'intérêt pour les organisations du TSR	26
ANNEXE 2	27
Financeurs des projets décrits	27
1. Projets Innovation et Changement social	27
2. Projets Recherche participative	27
3. Projets Culture scientifique et technique	28

Synthèse

Ce rapport présente les résultats d'une enquête menée par questionnaire en mai-juin 2025 auprès des personnes inscrites sur la plateforme ALLISS, visant à mieux caractériser les organisations du tiers secteur de la recherche (TSR) et les projets Science-Société qu'elles portent ou auxquels elles participent. L'enquête a recueilli 188 réponses, permettant d'identifier 127 organisations et 135 projets pertinents après traitement et élimination des doublons ou des informations insuffisantes.

Le **tiers secteur de la recherche** est défini comme l'ensemble des acteurs non issus de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) ni du secteur industriel lucratif, mais impliqués dans la production de connaissances : associations, collectifs citoyens, coopératives, entreprises sociales, collectivités, syndicats. Parmi les organisations répondantes, 61 % relèvent du TSR. Elles interviennent à des échelles variées, principalement locale/régionale et nationale. Une part importante de ces organisations (53 %) correspond à des « entités cognitives », c'est-à-dire des structures dont la production de connaissances constitue une finalité centrale, particulièrement présentes parmi les coopératives et sociétés commerciales.

L'analyse des missions et objectifs des organisations du TSR a permis d'identifier six grands domaines d'intérêt : Environnement-Transition, Santé-Social, Associations-Territoires, Culture scientifique et technique, Intermédiation, Recherche et innovation. Les associations sont davantage orientées vers la culture scientifique et les enjeux santé-social, tandis que les entités cognitives se distinguent par leur fort investissement dans l'intermédiation, la recherche et les dynamiques territoriales. Ces tendances se retrouvent dans les thématiques d'engagement déclarées, notamment en recherche participative et innovation sociale.

Les **135 projets Science-Société** analysés se répartissent en trois grandes catégories : projets orientés vers l'innovation et le changement social, projets de recherche participative visant principalement la production de connaissances, et projets de culture scientifique, de débat et de sensibilisation. Dans l'ensemble, les organisations du TSR jouent un rôle central dans ces projets, étant présentes dans la grande majorité des partenariats et agissant parfois sans participation d'acteurs de l'ESR. Les projets d'innovation sociale et de recherche-action présentent un fort ancrage territorial et sont souvent liés aux enjeux de transition, tandis que les projets de recherche participative sont plus fréquemment soutenus par des financements de type « recherche ».

La structure des financements varie fortement selon les types de projets. Les projets orientés vers l'innovation sociale reposent largement sur des financements territoriaux et privés, alors que les projets de recherche participative bénéficient plus souvent de financements de recherche nationaux ou européens. Les projets portés exclusivement par des organisations du TSR se distinguent par une quasi-absence de financements « recherche », une plus grande diversité des sources et un recours accru à l'autofinancement.

En conclusion, l'enquête met en évidence la **diversité et la capacité d'initiative du tiers secteur de la recherche**, son rôle structurant dans les dynamiques Science-Société, ainsi que les limites actuelles des dispositifs de financement pour reconnaître pleinement la contribution de ces acteurs à la production de connaissances et à l'innovation sociale.

Introduction

L'association ALLISS a lancé pendant les mois de mai et juin 2025 une enquête par questionnaire auprès des personnes inscrites sur sa plateforme Jamespot.

Ce questionnaire avait plusieurs objectifs :

- Mieux connaître les organisations représentées sur la plateforme ;
- Disposer de quelques exemples d'actions menées par ces organisations en matières de culture scientifique et technique, de recherche participative et d'innovation sociale ;
- Recueillir leur avis sur les moyens de communications mis en place par ALLISS.

Résultats :

- 188 réponses ont été collectées
- 127 organisations identifiées (153 réponses à la question de l'organisation ; des organisations pour lesquelles on a plusieurs réponses)
- 66 exemples de culture scientifique et technique
- 103 exemples de recherche participative
- 34 exemples d'innovation sociale

Traitements en amont :

- Récupération d'informations sur les actions en question : dans 40% des cas, il n'y a aucune autre information que le titre, les partenaires et l'origine des financements ; pour beaucoup d'autres projets, les informations fournies suite à la demande de précisions sont insuffisantes pour catégoriser le projet et identifier ses domaines d'intérêt.

Codages :

Sur les organisations du Tiers secteur de la recherche :

- repérer s'il s'agit ou pas de ce que Rémi Barré a appelé « entité cognitive »¹, c'est-à-dire d'une organisation dont une des finalités principales est la production de connaissances (entreprises de conseil ; chercheurs indépendants...)
- Identifier le domaine principal d'intérêt de l'organisation

Sur les différents projets :

- Catégoriser le projet : pas une liste de catégories a priori, elle a été établie au fur et à mesure de l'examen des projets. Quelques projets (une douzaine) appartiennent à plusieurs catégories.
 - o **Appui à l'innovation sociale ;**
 - o **Appui à la recherche participative ;**
 - o **Culture Scientifique et Technique ;**
 - o **Débat public / Concertation ;**
 - o **Innovation Sociale :** projet qui vise la production d'une nouvelle forme d'organisation et pour lequel la recherche peut constituer un point d'appui² ;

¹ Rémi Barré. Les projets de recherche participative et leurs acteurs. LISIS, Univ Gustave Eiffel, ESIEE Paris, CNRS, INRAE. 2024, 69 p. hal-04482684

² Par exemple : Déploiement d'un service public de couches lavables innovant et accessible sur un ; Mise en place d'une coopérative jeunesse en milieu rural.

- **Recherche Action** : projet de recherche qui est appelé à produire des transformations sociales au travers de l'implication des acteurs³ ;
 - **Recherche participative orientée Innovation**⁴
 - **Recherche participative orientée vers la production de connaissances**⁵
 - **Science participative** : production de connaissances dans laquelle la collecte de données est effectuée par des non-scientifiques⁶.
 - **Sensibilisation**
- Définir le domaine principal sur lequel porte le projet : de même, la liste a été établie au fur et à mesure de l'examen des projets ; elle comprend 35 items.
 - Repérer si le projet a un ancrage local, ce qui a deux significations :
 - Projet lié à un espace spécifique :
 - « PTCE bocage Ornais »,
 - « Renforcer la connaissance du tissu associatif régional des Hauts de France »
 - Projet qui s'appuie ou valorise des ressources locales :
 - « Ce laboratoire, implanté en Alsace, réunira acteurs locaux et partenaires scientifiques, et aura pour objectif la transformation de ressources organiques résiduelles locales (issues d'exploitations agricoles ou de la transformation alimentaire) en matériaux et objets destinés à un usage local. »
 - « Céréalocales est un projet de recherche participative, qui vise à soutenir et mettre en réseau différentes initiatives autour des céréales locales, impliquant activement des citoyens. »
 - Repérer si le projet s'intéresse à la question des transitions
 - Qualifier les partenaires du projet (Enseignement supérieur et recherche (ESR) / Tiers secteur de la recherche (TSR))
 - Qualifier l'origine des financements (Recherche (national, européen) ; Territorial ; Fondations et financements privés ; autres financements publics (caisse des dépôts, BPI, Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, plan de relance, CAF...) ; autofinancement)
 - Repérer les projets financés par l'ANR

Au final, 135 projets ont été retenus après élimination des doublons et des projets sur lesquels il n'y avait pas suffisamment d'informations ou encore qui ne paraissaient pas relever d'une interaction sciences-société.

³ Par exemple : Mise en place d'un Living Labs sur la thématique des réusages de l'eau ; Re-conception des systèmes de culture pour permettre aux filières agricoles de la cerise et des fruits rouges de s'extraire de la dépendance aux produits phytosanitaires.

⁴ Par exemple : Développement de semences potagères populations en Cornouaille adaptables au changement climatique et correspondant aux besoins des agriculteurs, des consommateurs etc. ; co-construction de solutions techniques concrètes pour répondre aux besoins de personnes en situation de handicap.

⁵ Par exemple : Évolutions physique et climatique des îles et effets de ces évolutions sur les conduites d'exploitations agricoles et le vécu de celles et ceux qui les mettent en œuvre ; Analyse des modalités d'émergence des innovations sociales à caractère transformatif.

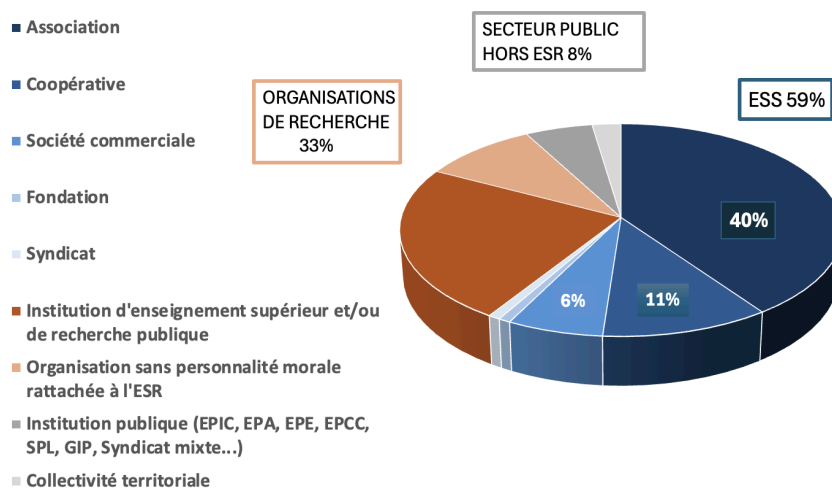
⁶ Par exemple : Observatoire des saisons ; Mesures de la radioactivité dans l'environnement

Le Tiers secteur de la recherche, vu au travers de l'enquête

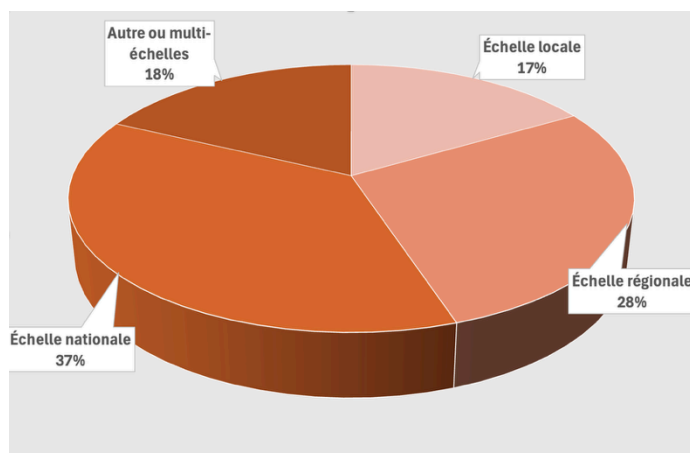
Le Tiers secteur de la recherche renvoie à un vaste espace qu'il est plus facile de définir par ce qu'il ne comprend pas : globalement, il exclut le secteur économique à but lucratif, l'industrie au sens large bénéficiant déjà de nombreux dispositifs de soutien à la recherche. Cette expression désigne donc tous ceux qui n'appartiennent ni au secteur de l'enseignement supérieur, ni au secteur industriel et qui sont susceptibles d'être impliqués dans des activités de production de connaissances. Il comprend notamment les associations, les collectifs de citoyens, les coopératives, les entreprises sociales, les entreprises à lucrativité limitée, les collectivités territoriales, les syndicats.

Le questionnaire diffusé via la plateforme est une occasion de saisir un peu mieux ces organisations et ce à quoi elles s'intéressent, même s'il faut garder en tête que ce panorama ne peut être considéré comme représentatif de l'ensemble du Tiers secteur de la recherche.

127 organisations ont répondu au questionnaire dont 78 appartenant au TSR (61%)



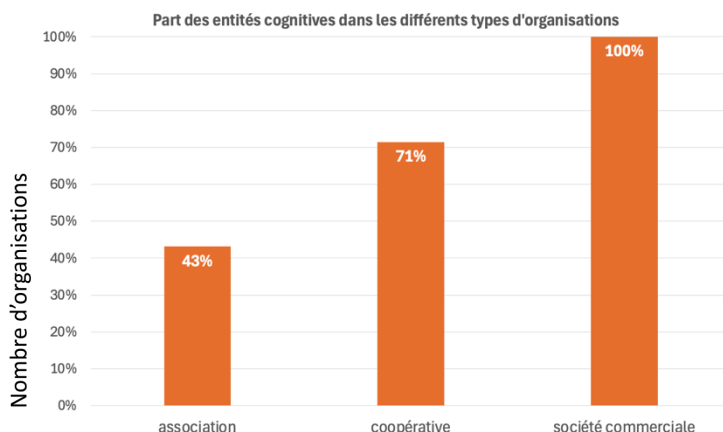
Graphique 1 : répartition des organisations répondantes par type



Ces organisations du TSR interviennent à des échelles variées comme on peut le voir sur ce graphique : une petite moitié d'entre elles (45%) se concentrent sur leur espace local ou régional, presque autant interviennent à l'échelle nationale.

Si le rôle du TSR dans les territoires mérite d'être souligné, il convient de ne pas le limiter à cette modalité d'action.

Graphique 2 : Échelle d'intervention des organisations du TSR



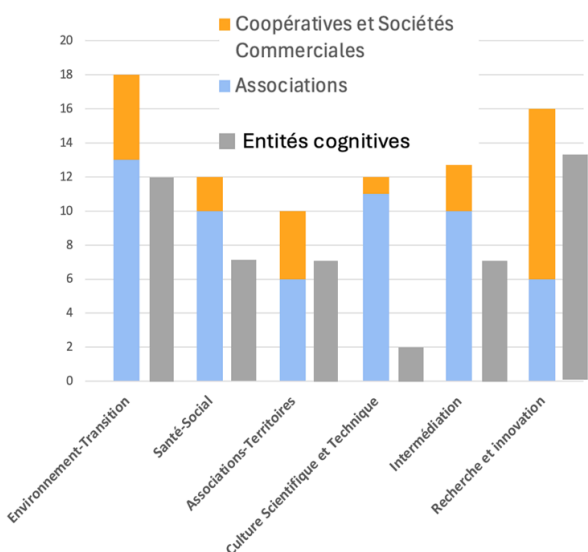
La part des **entités cognitives** (organisation dont la finalité principale ou une des finalités principales est la production de connaissances, par exemple entreprises de conseil; chercheurs indépendants...) à l'intérieur des organisations du TSR est importante (53%). 82% des coopératives et sociétés commerciales sont des entités cognitives, ainsi que 43% des associations.

Graphique 3 : Part des entités cognitives dans les différents types d'organisations

La question est de savoir comment interpréter ce résultat : est-ce lié à ALLISS et à la manière dont son réseau s'est constitué ? Est-ce parce que, pour ces organisations, la question de la recherche est à la fois plus centrale et plus maîtrisée ? Ou est-ce que, plus profondément, le TSR « actif » est en fait constitué en grande partie de ce type d'organisations ?

À partir de l'analyse de la manière dont organisations se définissent (missions, objectifs) 23 domaines d'intérêt des organisations du TSR ont été identifiés (tableau détaillé en annexe), qui ont été ensuite regroupés en 6 grandes catégories :

- Environnement-Transition
- Santé-social
- Associations-Territoires
- Culture Scientifique et Technique
- Intermédiation
- Recherche et Innovation



Chaque organisation s'est vue attribuer un domaine d'intérêt (2 pour 11 organisations).

Plus de la moitié des coopératives et sociétés commerciales se définissent par leur intérêt pour l'intermédiation et la recherche. Les associations sont davantage tournées vers les questions relevant du domaine Santé-social et de la culture scientifique et technique.

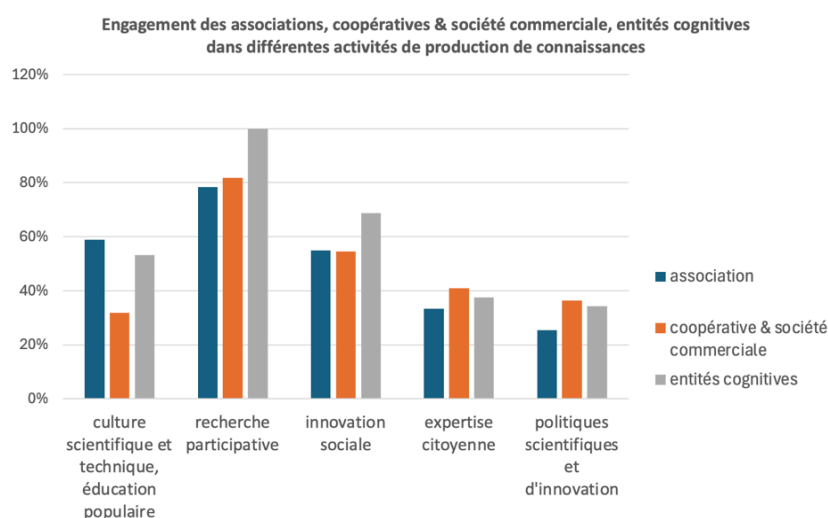
Les entités cognitives se distinguent par leur fort investissement sur le domaine « Associations-Territoires » ainsi que sur l'intermédiation et la recherche, et, à l'inverse, leur faible investissement sur la culture scientifique et technique.

Graphique 4 : Comparaison des domaines d'intérêt des associations et des coopératives & sociétés commerciales et des entités cognitives

Par ailleurs, il était demandé d'indiquer les thèmes, parmi les 5 suivants, sur lesquels l'organisation est engagée :

- Culture scientifique et technique, éducation populaire
- Recherche participative
- Innovation sociale
- Expertise citoyenne
- Politiques scientifiques et d'innovation.

De manière congruente à ce qui vient d'être observé, les entités cognitives sont engagées plus fortement sur la recherche participative et l'innovation sociale, et les associations le sont davantage sur la culture scientifique et technique et l'éducation populaire.



Graphique 5 : Engagement des organisations sur différentes activités

Conclusion

Les réponses au questionnaire nous permettent d'avoir un aperçu sur les organisations du tiers secteur de la recherche qui s'intéressent aux problématiques abordées par ALLISS. Elles révèlent un monde très diversifié en termes de statut, d'échelles d'intervention, d'activités et de thématiques traitées. On retiendra la forte proportion d'organisations dont la finalité principale est la production de connaissances, très représentées dans les coopératives et sociétés commerciales.

Les projets Science-Société décrits dans l'enquête

Une analyse des finalités affichées dans les descriptions des 135 projets retenus a permis d'identifier dix types de projets qu'on peut regrouper dans trois grandes catégories:

- Les projets orientés vers l'innovation et le changement social (Appui à l'innovation sociale, Innovation Sociale, Recherche participative orientée vers l'innovation, Recherche Action)
- Les projets orientés vers la recherche participative dont la finalité première est la production de connaissances (Appui à la recherche participative incluant l'intermédiation, Recherche participative, Science participative)
- Les projets orientés vers la culture scientifique et technique (Culture Scientifique et Technique, Débat/ Concertation, Sensibilisation): il s'agit souvent d'événements publics, d'ateliers, d'expositions, de jeux qui permettent d'aborder les contenus scientifiques et/ou la question des enjeux du développement scientifique et technologique.

Appui à l'innovation sociale	2
Innovation Sociale	15
Recherche participative orientée Innovation	6
Recherche Action	20
Sous-total Innovation et Changement social	43
Appui à la recherche participative	19
Recherche participative orientée vers la production de connaissances	31
Science participative	11
Sous-total Recherche participative	61
Culture Scientifique et Technique	13
Débat public / Concertation	8
Sensibilisation	10
Sous-total Culture Scientifique et Technique	31

Tableau 1 : fréquence des types de projets

1. Innovation et Changement social

27 de ces 43 projets sont signalés par des représentants d'organisations du tiers secteur de la recherche (19 associations, 8 coopératives et sociétés commerciales) soit 63% des projets, ce qui correspond à peu près à la part des organisations du TSR dans les répondants (58%) ; parmi ces organisations, 17 (63%) d'entre elles correspondent à des entités cognitives, soit une proportion représentative de leur part dans les organisations du TSR de l'enquête.

Thème général	Sous-thèmes	Nombre	%
Environnement & transition	Agriculture, Alimentation, Eau, Energie, Transition	19	44%
Santé & Social		10	23%
Économie des territoires & organisation	Économie des territoires, Entrepreneuriat, Organisation, Tiers-Lieux	7	16%
Démocratie & participation	Inclusion, Participation	7	16%

Tableau 2 : répartition des projets par thème

La dimension territoriale est présente dans 24 projets sur 43 (56%), les problématiques de transition dans 19 projets (44%).

L'analyse de la structure du partenariat dans le projet met en évidence une **prédominance des organisations du TSR** (présent dans 93% des projets et seul dans 35%), alors que l'ESR n'est présent que dans 65% des projets. Les projets reposant sur une association entre ESR et TSR représentent 58% des projets.

On peut noter par ailleurs que les entités cognitives (42% des projets avec des partenaires TSR) sont davantage présentes dans les projets qui ne comptent pas d'organisations ESR dans leur partenariat.

Type de partenariat	Nombre	%	Présence d' « entités cognitives »
ESR seul	3	7%	
TSR seul	15	35%	8
TSR-ESR	25	58%	9

Tableau 3 : Structure du partenariat des projets Innovation et Changement social

Financement

Il existe une grande variété dans la structure de financement des 34 projets pour lesquels l'information est disponible. On remarque :

- la relative faiblesse de la part des financements de recherche (32% des projets, 12 projets dont 5 financés par l'ANR) ; globalement les projets bénéficiant d'un financement public hors financement territorial représentent 42% des projets.
- la relative importance de financements territoriaux (38% des projets) et des financements émanant de fondations ou d'acteurs privés (26% des projets) ;
- la rareté d'un co-financement Recherche et Territorial : seulement 2 projets, soit 6% des projets.

Nature du financement	Nombre de projets	%
Recherche exclusivement	8	24%
Territorial exclusivement	6	18%
Autre financement public exclusivement	3	9%
Fondation ou privé exclusivement	4	12%
2 ou 3 types de financement	9 (dont 7 avec financement territorial, 6 avec d'autres financements publics, 5 avec financement fondation ou privé, 4 recherche)	26%
Autofinancement exclusivement	4	12%

Tableau 4 : Structure du financement des projets Innovation et Changement social

La liste des financeurs identifiés est présentée en annexe et permet d'appréhender leur très grande diversité.

Si l'on croise certaines caractéristiques des projets avec la nature des financements dont ils bénéficient, on observe une certaine polarisation des projets :

- les projets (26) qui ont un **ancrage territorial** (c'est-à-dire qui s'intéressent à un territoire ou valorisent des ressources locales) et/ou qui traitent de questions relatives à la **transition** sont pour 42% d'entre eux des projets **d'innovation sociale** et pour 38% des projets de **recherche action** ; ils bénéficient pour plus de trois quarts d'entre eux d'un **financement territorial ou privé** ;
- les projets (8) qui n'ont **pas d'ancrage territorial ni** de lien aux questions de **transition** sont presque aux deux tiers des projets de **recherche-action** et bénéficient presque tous (88%) d'un **financement Recherche** ou d'un **autre financement public non territorial**.

	Projets avec un ancrage territorial et/ou une thématique transition	Projets sans ancrage territorial ni thématique transition
Appui à l'innovation sociale	1	1
Innovation Sociale	11	1
Recherche Action	10	5
Recherche participative tournée vers l'innovation	4	1
% de projets avec un financement territorial ou privé	65%	25%
% de projets avec un financement recherche ou autre public	42%	88%

Tableau 5 : caractérisation des projets en fonction de leur lien au territoire et aux questions de transition

Exemples de projets

Transition agricole et alimentaire... vers une agriculture durable et une alimentation responsable

Partenaires : RESOLIS, Fédération des parcs naturels régionaux - FN CUMA

Financement : Fondation Carasso

Objectifs

Le programme alimentation responsable et durable (ARD) de RESOLIS, depuis ses débuts en 2014, cherche à construire une pédagogie de la transition agricole et alimentaire, basée sur l'observation et la promotion des initiatives pionnières portées par les acteurs privés, publics ou de la société civile, déjà engagés dans la transition.

Actions

Il s'agit de viser à la fois l'enrichissement constant de l'observatoire RESOLIS par la recherche et la mise en relation de différents acteurs de terrain impliqués dans la thématique générale de la transition agro-alimentaire et, également l'approfondissement des relations avec les différents partenaires amenés à utiliser cet observatoire et/ou à mieux faire connaître ses atouts.

Résultat(s)

Les multiples fiches initiative, publications, portant sur le thème de la "démocratie alimentaire" et mises en ligne sur le site de RESOLIS, les multiples partenaires du domaine de la transition agricole et alimentaire ayant été impliqués dans des projets communs à ceux de RESOLIS,... depuis plus de 10 ans aboutissent à faire de RESOLIS une entité de référence reconnue et une source d'informations inégalée à l'échelle nationale, voire internationale.

Cajarc une coopérative jeunesse en milieu rural

Partenaires : Université Lyon 2, Commune de Cajarc, Association la Loccollective, Figeacteurs, Ozon

Financement : POPSU territoires

Une coopérative jeunesse en milieu rural

Petite ville du Lot, rurale et touristique rassemblant un peu plus de 1 000 habitants, Cajarc est au centre d'un bassin de vie de 17 communes et de 3 800 habitants. Enclavée par le relief des Causses et la rivière Lot, elle est caractérisée par son attractivité touristique, liée à un patrimoine religieux et architectural médiéval, une vaste offre culturelle, un plan d'eau reconnu. Mais, corollaire de cette attractivité touristique croissante, elle connaît une situation de vieillissement de sa population, ainsi que de multiplication des résidences secondaires (un quart des logements aujourd'hui), conjugué à un risque de muséification, qui peut déstabiliser la population active de son territoire, notamment les jeunes. Dans ce contexte, Cajarc est confrontée à un enjeu plus particulier : la difficulté de recruter en période touristique, où l'activité économique est plus forte.

Ce projet de recherche s'intéresse à une initiative portée par les acteurs du territoire, la coopérative jeunesse : une initiative portée par les acteurs locaux qui promeut une organisation dans laquelle des jeunes peuvent travailler en haute saison tout en étant acteurs de décisions collectives. La proposition de service et son modèle économique est coconstruite avec les parties prenantes du territoire. A travers ce dispositif, les jeunes coopérateurs expérimentent l'entrepreneuriat et l'éducation populaire, accompagnés par un collectif d'acteurs locaux (Centre social associatif, entreprises locales, habitants, élus, acteurs de l'ESS ...). L'ambition du projet est de lier attractivité du territoire pour les jeunes, nouvelles propositions de services et entrepreneuriat collectif afin de résoudre des problématiques systémiques d'un bassin de vie et d'une petite ville rurale touristique.

Le modèle de la coopérative jeunesse interroge notamment les matrices territoriales entre acteurs autour du projet et les caractéristiques d'une éducation entrepreneuriale de type coopératif. L'objectif de la recherche est de saisir comment une coopérative jeunesse contribue à une démarche

de ville socialement créative et solidaire dans une commune rurale vieillissante. Le projet de coopérative sera interrogé à deux niveaux :

- Comment se caractérisent les coopérations territoriales, notamment en termes de matrice territoriale ?
- Comment s'expérimente l'éducation à l'entrepreneuriat de jeunes coopérants, en particulier en termes d'imaginaires et de modèles économiques ?

La Ressourcerie : La Résonante

Partenaires : association Les Équipières

Financement : Fondation et Région (en attente de réponse)

Le projet « La Ressourcerie : La Résonante » porté par l'Association Les Équipières est né d'une volonté de transformation sociale et professionnelle profonde. Dans un contexte où les métiers du lien et de l'accompagnement sont confrontés à des mutations majeures, il est devenu essentiel de repenser les pratiques d'intervention sociale et de formation pour mieux répondre aux besoins des professionnels et des personnes accompagnées.

Face à la montée en puissance des dévoilements des violences systémiques, et à la mise en circulation au sein des systèmes d'informations et de communication de nouveaux récits (nouveaux dans ce qu'ils sont aujourd'hui publics, multicanaux et porteurs de nouvelles revendications), le projet vise à créer un cadre et un environnement d'accompagnement basé sur la reconnaissance des savoirs expérientiels, la coopération et une justice épistémique. Il s'agit ainsi d'impulser une évolution collective et participative des pratiques professionnelles.

L'origine du projet : Se déplacer ensemble vers une autre manière d'agir

Les porteuses de ce projet sont toutes issues des Sciences Humaines et Sociales, de l'Intervention Sociale et de la Société Civile (citoyennes) pour la plupart, ces chercheuses universitaires, praticiennes ou concernées comme impliquées dans des parcours de « résistantes » ou de « survivantes », se sont rassemblées autour d'une idée commune : mutualiser leurs savoirs et connaissances pour agir en « dehors des murs » et apprendre à modeler leur pratique, posture et réflexion professionnelles avec et pour les personnes concernées. A l'écoute des terrains d'action, un constat partagé à fait résonner et battre le cœur de notre association : la transition sociétale et les transformations qui s'engage au sein des institutions désaxent et désorientent les acteurs.rices des métiers du lien.

Vers un laboratoire citoyen de Valorisation des Ressources et Techniques Durables pour une Économie Circulaire des Objets - ARTDECO

Partenaires :

IRD Occitanie ; Université Pau et Pays de l'Adour ; Nanyang Technology University ; SoScience

Financement : ANR SAPS

ARTDECO mobilise 4 équipes de recherche et une coopérative de la société civile autour de la recherche participative en sciences de la durabilité, en s'intéressant plus particulièrement aux procédés de mise en forme de matériaux soutenables.

Le projet établira un cadre qui permettra la mise en place d'un laboratoire citoyen low-tech, dans un second temps (projet-suite). Ce laboratoire, implanté en Alsace, réunira acteurs locaux et partenaires scientifiques, et aura pour objectif la transformation de ressources organiques résiduelles locales (issues d'exploitations agricoles ou de la transformation alimentaire) en matériaux et objets destinés à un usage local.

Il appréhendera comment un procédé low-tech, considéré comme vertueux a priori, peut mener à une transition des usages et pratiques vers la durabilité, à l'échelle du territoire et en accord avec le contexte local.

Afin de permettre l'émergence du laboratoire citoyen low-tech, le projet s'articulera autour de 3 volets :

- L'étude du potentiel d'ancrage de solutions techniques de transformation de déchets organiques en matériaux sur le territoire d'étude ;
- des essais en laboratoire des techniques low-tech adaptées au territoire en collaboration avec les acteurs et les savoir-faire locaux ;
- la formalisation d'un cadre pour le laboratoire citoyen, avec des préconisations pour en fixer la gouvernance et la gestion des connaissances en lien avec le contexte territorial et un enrichissement par des initiatives similaires.

Le modèle ainsi coconstruit pourra également être répliqué et appliqué à d'autres territoires et/ou à d'autres solutions techniques dans d'autres secteurs (alimentation, énergie, habitat, mobilité, etc).

Céréalocales

Partenaires : INRAE - UMR Innovation ; Réseau Semences Paysannes ; Oxalis d'Une Graine aux Autres ; Biocivam 11

Financement : Fondation de France, FEADER 78.01

Céréalocales est un projet de recherche participative, qui vise à soutenir et mettre en réseau différentes initiatives autour des céréales locales, impliquant activement des citoyens. Nous en avons identifié 4 grands types : i) des lieux ressources communautaires, ii) des événements de sensibilisation, iii) des moulins low-tech pouvant être le maillon clé d'une filière locale, iv) des collections de semences vivantes. Supports de démarches expérimentales hétéroclites, elles associent une pluralité d'acteurs (professionnels, citoyens, élus, chercheurs, associations, artistes...) et sont porteuses de nombreuses co-crétions. Quoiqu'incarnant des projets variés, les acteurs de ces démarches partagent la même volonté d'inventer collectivement des réponses nouvelles à des enjeux agricoles et alimentaires, à la fois locaux et à résonance globale, tout en participant à la production de connaissances partagées sur les outils, les techniques et les métiers.

Le projet est structuré en 4 étapes :

- Immersion et mise en réseau des lieux, initiatives et collectifs
- Mobilisation et animation de communautés de contribution
- Prototypage et test d'un open data
- Coordination méthodologique et pédagogique

Cerealocales.org est une plateforme open source de partage de connaissances sur les céréales locales à l'usage des professionnels, des agents de développement, des chercheurs et des citoyens. Elle a pour intérêt de centraliser des données issues de différents projets de recherche participative avec INRAE sur les céréales locales, mais aussi de valoriser des savoirs et savoir-faire de terrain.

Nous sommes Orne

Partenaires : Territoires Pionniers, le CPIE Vallée de l'Orne, le CPIE Collines normandes, Le Dôme, Le Pavillon, MNHN

Financement : Région Normandie

Le Dôme s'associe à Territoires pionniers, au Pavillon et aux CPIE du Calvados et de l'Orne pour trois années d'expérimentation "grandeur nature" autour du bassin-versant de l'Orne, territoire du fleuve et de ses affluents, et accompagner ainsi notre acclimatation aux effets déjà sensibles du changement climatique.

Le bassin-versant de l'Orne couvre près de 3 000 km². Situé à la rencontre du Bassin parisien et du Massif armoricain, il présente toutes les caractéristiques d'un territoire "étalon" pour la Normandie. Son échelle humaine, la diversité de ses paysages, son riche patrimoine bâti, naturel et immatériel tout comme les bouleversements écologiques et environnementaux dont il fait déjà l'objet (crues et sécheresses, détérioration des milieux, altération de la qualité de l'eau) offrent un socle propice à une expérimentation collective dont l'ensemble du territoire régional, voire au-delà, pourrait bénéficier.

Un projet culturel à l'échelle du bassin-versant

Nous Sommes Orne est un projet culturel mené à l'échelle du bassin-versant de l'Orne, ayant pour objectif d'œuvrer collectivement à l'avènement de nouveaux imaginaires et d'actions concrètes en réponse aux enjeux écologiques et sociaux que traverse le territoire.

Depuis plusieurs années déjà, Territoires pionniers et le CPIE Vallée de l'Orne mènent des démarches variées sur ce territoire – résidences, projets pédagogiques, workshops – avec des publics très divers, qui, chacun à leur manière, ont exploré des strates des paysages de l'Orne. Ces actions ont permis de commencer à rencontrer et tisser des liens avec celles et ceux qui vivent ici. Les enquêtes et productions réalisées au fil des années constituent aujourd'hui une base de connaissances géographiques sur ce bassin de vie, et contribuent à questionner et à imaginer collectivement son devenir.

S'inscrivant dans cette dynamique, le collectif Nous Sommes Orne souhaite faire émerger les imaginaires et les pratiques de subsistance de ce bassin-versant "étalon" pour la Normandie. En effet, situé à la rencontre du Bassin parisien et du Massif armoricain, son échelle humaine, la diversité de ses paysages, son riche patrimoine bâti, naturel et immatériel, offrent un socle propice à l'expérimentation dont l'ensemble du territoire régional (voire au-delà) pourrait bénéficier.

Une aventure collective avec les acteurs du territoire

Depuis 2024, le projet "Nous sommes Orne" fédère quatre structures de médiation culturelle autour de Territoires Pionniers : le CPIE Vallée de l'Orne, le CPIE Collines normandes, le Pavillon et le Dôme. En s'appuyant sur la dynamique internationale de reconnaissance des droits des fleuves ainsi que sur les démarches françaises en cours (Parlement de Loire, Assemblée populaire du Rhône, etc.), l'objectif est d'œuvrer collectivement à l'avènement de nouveaux imaginaires et d'actions concrètes sur ce territoire vivant, alliant justice écologique et justice sociale. Par ailleurs, de nombreuses autres structures gravitent autour de ce noyau central, qui a vocation à s'agrandir au fil du temps.

Pour Le Dôme, il s'agira d'apporter son soutien et son expertise dans les démarches de recherches et de sciences participatives ainsi qu'une mise en dialogue avec les acteurs de la recherche normande et nationale, à l'image de la collaboration avec le Muséum national d'histoire naturelle.

2. Projets Recherche Participative

Les 61 projets de cette catégorie ont été signalés par les acteurs du TSR et de l'ESR proportionnellement à leur poids respectif dans les réponses faites au questionnaire. En revanche, on remarque une forte proportion d'entités cognitives au sein des organisations du TSR (74%) alors qu'elles ne représentent que 54% des organisations du TSR dans les répondants à l'enquête.

Là encore, l'analyse de la structure du partenariat dans le projet met en évidence une **prédominance des organisations du TSR** (présent dans 90% des projets et seul dans 24%), alors que l'ESR est présent dans 76% des projets. Les projets reposant sur une association entre ESR et TSR représentent 66% des projets, soit un peu plus que dans le cas des projets *Innovation et Changement social*.

On peut noter par ailleurs que les entités cognitives (45% des projets comptant des partenaires TSR) sont davantage présentes dans les projets qui ne comptent pas d'organisations ESR dans leur partenariat, agissant probablement en tant qu'acteurs de la recherche dans ce cas.

Type de partenariat	Nombre	%	Présence d' « entités cognitives »
ESR seul	6	10%	
TSR seul	15	24%	10
TSR-ESR	40	66%	15

Tableau 6 : Structure du partenariat des projets Recherche participative

Les questions liées à l'**environnement** et à la **transition** dominent les thématiques des projets, suivies par la recherche participative elle-même (19 projets sont des projets d'appui au développement et à la pratique de la recherche participative).

La dimension territoriale est moins présente dans les projets de ce groupe (21 projets sur 61, soit 34% des projets, au lieu de 56% dans le groupe précédent). En revanche, la question de la transition y est à peu près représentée au même niveau (39% au lieu de 44%).

Thème général	Sous-thèmes	Nombre	%
Environnement & transition	Agriculture, Alimentation, Biodiversité, Environnement, Santé - Environnement, Transition, Ville Durable	25	41%
Santé & Social	Démocratie, Inclusion, Innovation sociale, Santé, Social	9	15%
Économie des territoires & organisation	Associations, Économie des territoires, Finances, Organisation	8	13%
Recherche participative		19	31%

Tableau 7 : Thématiques abordées par les projets Recherche participative

Financement

Comme dans le cas des projets *Innovation et Changement social*, il existe une certaine variété dans la structure de financement des 51 projets pour lesquels l'information est disponible. Cependant :

- Les **financements type Recherche** sont présents dans **plus de la moitié des projets** (51% contre 32% des projets *Innovation et Changement social*); globalement, **les financements publics hors financements territoriaux concernent 67% des projets** (contre 42% des projets *Innovation et Changement social*)
- À l'inverse, les **financements territoriaux** ne concernent que **27% des projets** et les financements émanant de fondations ou d'acteurs privés que 14% des projets (contre respectivement 38% et 26% des projets *Innovation et Changement social*).

Nature du financement	Nombre de projets	%
Recherche exclusivement	18	35%
Territorial exclusivement	8	16%
Autre financement public exclusivement	4	8%
Fondation ou privé exclusivement	3	6%
2 ou 3 types de financement	12 (dont 8 avec financement recherche, 6 avec financement territorial, 4 avec des financements privés, 7 avec d'autres financements publics)	24%
Autofinancement exclusivement	6	12%

Tableau 8 : Structure du financement des projets Recherche participative

Exemples de projets

Appel à projets sur fonds I-site "Chercheurs citoyens"

Partenaires : Université Gustave Eiffel

Financement : I-site de l'ANR.

Le « monde de la recherche » met en place de nouvelles stratégies de production et de diffusion de la connaissance avec et pour la société. Afin d'encourager cette dynamique, un Appel à Projets « chercheur.e.s - citoyen.ne.s » a été lancé en 2020 dans le cadre de « l'action 3 - programme de recherche d'excellence » de l'I-SITE FUTURE.

L'objectif de cet Appel à Projets était d'encourager des travaux de recherche dans lesquels équipes de recherche et collectifs citoyens s'associent dans des démarches innovantes et équilibrées de co-construction des savoirs. Cet Appel à Projets visait, par ailleurs, à promouvoir et à affirmer la mission sociétale des établissements membres du consortium I-SITE. Il s'est inscrit, plus largement, dans le cadre d'un processus démocratique d'ouverture de la recherche à la société et de renforcement de l'inclusion des citoyennes et des citoyens dans la recherche.

Il a offert, en ce sens, l'opportunité aux collectifs citoyens de devenir acteurs de la production de connaissances sur des sujets en lien direct avec leurs activités et aux chercheurs et chercheuses de contribuer, plus amplement, à la mission sociétale de leurs établissements.

Commun d'accompagnement des Transitions (CAT)

Partenaires : Consortium d'accompagnement des transitions

Financement : Appel à Communs ADEME ; Université Paris 8

Objectifs :

Accélérer le changement d'échelle des transitions par l'accompagnement, la facilitation et la formation à l'intelligence collective dans le dialogue

Produire des modules de formation au dialogue à destination des collectivités, université (Paris 8), entreprises..

Faciliter et accompagner les transformations systémiques

Ces transformations sont impossibles à atteindre par la puissance publique seule, par la simple loi du marché ou par les seuls communs ou les initiatives citoyennes. La régénération des designs systémiques des territoires vers la résilience et la sobriété n'est possible que par une mise en coopération effective du plus grand nombre possible de parties prenantes/donnantes concernées qu'il convient de mobiliser et d'accompagner. Il s'agit de modifier leur regard sur le présent et le futur, de faciliter leur mise en dialogue, et en coopération, pour limiter les résistances, les peurs ou les illusions simplificatrices qui provoquent des blocages et l'échec du passage à l'échelle des projets de transformation.

Le consortium vise à :

- produire et animer des parcours et des modules de formations à l'accompagnement des processus et aux pratiques de dialogue adaptés à différents contextes et objectifs, de les diffuser dans des bassins territoriaux où favoriser les coopérations ;
- à recueillir les expériences et les récits de ces dialogues et mises en coopération dans le Commun partagé avec tous les acteurs du changement et de la science ouverte ;
- à contribuer à diversifier et à intégrer les modèles économiques des professionnels de la facilitation et de l'accompagnement à un écosystème du savoir ouvert et partagé, afin de pouvoir démocratiser la diffusion de la culture de la mise en dialogue et de la coopération au service des transformations collectives.

Raison d'être du Commun

- Contribuer à mettre en coopération et en intelligence collective les réseaux et les acteurs de transformation motivés pour s'impliquer dans l'accélération du changement d'échelle des transformations éco-systémiques à opérer dans les territoires et dans les organisations.
- Accompagner l'accélération du changement d'échelle des transitions sur les territoires en formant à la mise en coopération horizontale par la mise en dialogue multi-acteurs, multi-niveaux, et en formant à l'accompagnement des processus de transformation en co-construction, à des fins de transition : assurer la montée en compétence et en qualité de posture, d'alignement, d'adaptation et de savoir-faire par une pédagogie interactive et expérientielle et animer une communauté apprenante de facilitateurs de mise en dialogue des transitions.
- Contribuer à faciliter numériquement la collecte et la publication ouverte des ressources et connaissances produites, des expériences et des fruits de ces mises en dialogues dans les territoires sous la forme de récits et de connaissances/ méthodologies transmissibles afin de les donner en contribution à la Science Ouverte (enseignement-recherche) et à la communauté des transitions territoriales et sectorielles.
- Construire et expérimenter les ressources produites en coopération avec les institutions d'enseignement-recherche en lien avec plusieurs territoires d'expérimentation dont la Seine-Saint-Denis avec l'association HALAGE, Microville 112 à Courcy près de Reims, la Biovallée dans la Drôme (liste non limitative)...

Capitalisation méthodologique « ESS et création de valeur »

Partenaires : La Fonda, Avise, Labo de l'ESS

Financement : ANCT, CNAF, MSA

Entre 2017 et 2019, la Fonda a conduit, conjointement avec l'Avise et le Labo de l'ESS, une étude intitulée « ESS et création de valeur ». Celle-ci a permis de faire un état de l'art de la mesure d'impact social dans les organisations de l'Économie sociale et solidaire (ESS) et d'introduire la méthode d'analyse des chaînes de valeur en montrant qu'elle pouvait s'adapter aux activités des acteurs sociaux.

La Fonda a prolongé cette étude en testant cette hypothèse sur plusieurs terrains :

- quatre Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (Paris 13e, Villeurbanne, Thiers, Colombelles),
- six centres sociaux et un espace de vie sociale de deux départements (Drôme et Seine-Maritime).

Projet Lilas

Partenaires : 26 partenaires incluant des laboratoires de l'IRSN, de l'INRAE, de l'INSERM, de l'INRIA etc. des organisations de la société civile comme l'Institut Écociroyen de Fos-sur-Mer, la Ligue Nationale contre le Cancer, France Nature Environnement etc.

Financement : IRSN et autres

Les recherches participatives en santé-environnement restent peu développées en France. Les objectifs poursuivis de manière générale par les recherches en santé-environnement (ex : identifier des situations potentiellement à risque, estimer des expositions, évaluer des effets, tester des actions préventives) et les méthodes employées à ces fins sont variés. Les opportunités d'une plus grande implication de la société civile et défis associés diffèrent à chaque étape de ces recherches. Ces aspects demandent à être mieux appréhendés collectivement. Le projet LILAS vise, en amont du développement de futurs projets de recherches participatives sur les multi-expositions environnementales, à 1) co-construire, entre chercheurs institutionnels, académiques et représentants de la société civile, une bonne compréhension commune des principales problématiques et méthodes de recherche en santé-environnement, de leurs enjeux, prérequis, forces et limites 2) identifier les bénéfices et points de vigilance liés à l'introduction de plus fortes dimensions participatives dans ces recherches.

Méthode adoptée

Le projet LILAS a rassemblé des chercheurs institutionnels, académiques et représentants de la société civile intéressés par les multi-expositions (chimiques, radiologiques). Une recherche bibliographique a été initiée pour tirer le retour d'expérience de projets de recherches participatives en santé-environnement.

Plusieurs réunions ont permis d'identifier collectivement différents types d'études et de réfléchir sur les apports, limites et principes méthodologiques relatifs à l'introduction de différents degrés de participation dans celles-ci. Une matrice d'analyse a été co-construite puis alimentée par les participants, en s'inspirant des approches « Living Lab ».

Résultats

Pour différents types d'études (études d'évaluations d'expositions, d'identification de leurs déterminants, tests d'interventions sur ceux-ci, développement de capteurs, évaluations de risques sanitaires, études épidémiologiques, recherches expérimentales, études sur la santé des écosystèmes...), la matrice liste les bénéfices attendus pour plusieurs catégories de parties prenantes, les principes méthodologiques fondamentaux et contraintes pratiques, les avantages et limites relatifs à l'emploi d'approches participatives (comme l'approche Living Lab) ou plus "classiques", mais également les besoins d'accompagnements institutionnels et les effets structurants nécessaires à leur déploiement et leur amélioration qualitative.

Conclusion

LILAS a permis, par acculturation croisée, de poser des bases consolidées pour la co-construction de futurs projets de recherches participatives sur les multi-expositions environnementales.

ENEZ BZH, recherche action sur les impacts du changement climatiques sur les systèmes agricoles et alimentaires des îles bretonnes

Partenaires : Réseau Agricole des Iles Atlantiques (association), Institut Agro Rennes Angers
 Financement : autofinancement, Région Bretagne

Le bulletin 2024 du Haut Conseil Breton pour le Climat, consacré au littoral breton face aux défis climatiques, laisse entendre qu'il faut se préparer à « abandonner des territoires à la mer ». Les îles, souvent décrites comme des territoires sentinelles, sont des postes avancés de l'archipélisation annoncée du littoral. Mais déjà, au-delà de la modification de l'interface terre/mer, les effets du changement climatique se font sentir au gré des événements météorologiques multiples. En écho à ces changements, et en partenariat avec une équipe de chercheurs de l'Institut Agro de Rennes, le RAIA a démarré un projet de recherche-action en janvier 2025, pour une durée de 3 ans. En documentant les évolutions physique et climatique des îles et les effets de ces évolutions sur les

conduites d'exploitations agricoles et le vécu de celles et ceux qui les mettent en œuvre, l'équipe du projet associe hydrologie, climatologie, agronomie et sciences sociales pour contribuer à penser l'avenir des systèmes agri-alimentaires insulaires.

Le projet adhère aux principes de la recherche participative. Il repose sur un dialogue soutenu entre acteurs insulaires et acteurs de la recherche académique au travers d'un comité de pilotage, d'ateliers, de prospectives participatives et d'événementiels de valorisation des futurs travaux. L'équipe du projet souhaite s'appuyer sur de la médiation culturelle pour témoigner, valoriser et diffuser les travaux et les processus d'action collective qui constituent cette recherche participative. Le projet bénéficie du soutien financier de la Région Bretagne

ENEZBZH aura pour objectif de répondre à cinq (5) grandes questions :

Q1 - Quels sont les futurs possibles des îles bretonnes en termes de climat et d'interface avec la mer, sur la base d'une contextualisation des scénarios, modèles et données disponibles ?

Q2 - Quels sont les ressentis des agriculteurs des îles bretonnes vis à vis des changements, y compris en retour d'expérience des derniers événements intenses (sécheresse 2022, pluviosité 2023-2024, tempête CIARAN...)?

Q3 - Quelle est la viabilité des systèmes d'exploitation insulaires actuels face à ces futurs possibles et compte tenu de ces ressentis ?

Q4 - Quelles perspectives (techniques et organisationnelles) des productions sont envisageables, en lien avec les filières, les territoires et les consommations ?

Q5 - Quelle plus-value offrent la comparaison et la mise en réseau des îles (compréhension, imagination, partage, diffusion) ?

Le terme de « ressenti » est entendu ici comme une émotion au regard des effets du changement climatique sur les pratiques professionnelles et de leur soutenabilité à terme. Globalement, il s'agit des conséquences matérielles et immatérielles sur le fonctionnement technico-économique des productions alimentaires et sur les producteurs du secteur primaire d'un point de vue psychosociologique.

Observatoire des Saisons Occitanie

Partenaires : Tela Botanica ; CEFE-CNRS

Auto-financement

L'Observatoire des Saisons (ODS), dispositif national de sciences participatives, vise à mobiliser les citoyens à travers l'observation de la phénologie d'un certain nombre d'espèces de faune et de flore. C'est à la fois un outil de sensibilisation des citoyens et, pour les scientifiques, un outil de suivi des effets du changement climatique sur le développement des êtres vivants. En partenariat avec l'association Tela Botanica et le Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE) du CNRS, Agropolis International est le coordinateur de la déclinaison régionale de ce dispositif en Occitanie.

Vigie nature, Mosaic

Nombreux partenaires

Financements diversifiés

Vigie-Nature est un programme de sciences participatives ouvert à tous les curieux de nature, du débutant au plus expérimenté. En s'appuyant sur des protocoles simples et rigoureux, il propose à chacun de contribuer à la recherche en découvrant la biodiversité qui nous entoure.

3. Projets Culture scientifique et technique & débats

16 de ces projets sur 31 ont été signalés par des membres du TSR, 10 par des membres de l'ESR et 5 par des individus.

Environnement & transition(8)	Agriculture	1
	Environnement	7
Santé & Social (3)	Santé	2
	Santé - Environnement	1
Économie des territoires & organisation (2)	Ruralité	1
	La Réunion	1
Démocratie & participation (3)	Démocratie	1
	Désinformation	1
	Participation	1
Sciences, technique, innovation (9)	Prospective - Science Fiction	1
	RP	1
	Sciences et Techniques	6
	TSR	1

Tableau 9 : Répartition des projets par thème

Les thématiques abordées par ces projets sont assez variées, avec cependant deux pôles principaux, un autour des **questions environnementales et de développement** (10 projets), et un autre autour des **sciences** en général (13 projets). Les dimensions territoriale et de transition sont moins présentes que dans les catégories précédentes (25% des projets pour chacune des dimensions).

En ce qui concerne le partenariat, on observe une prédominance du TSR présent dans 83% des projets, l'ESR étant présent dans 64% des projets. Les entités cognitives sont beaucoup moins présentes que dans les autres catégories de projets (13% des projets contre plus de 40%)

Type de partenariat	Nombre	%	Présence d' « entités cognitives »
TSR seul	11	35%	2
ESR seul	5	16%	
TSR-ESR	15	48%	2

Tableau 10 : Structure du partenariat

Financement

Les financements « Recherche » jouent un rôle important mais pas prédominant. Globalement les financements publics sont néanmoins majoritaires : 45% des projets bénéficient d'un financement public hors territorial, contre 29% pour un financement territorial et/ou privé.

On remarque (cf tableau en annexe) l'importance des municipalités dans les financements territoriaux (4 projets sur 6).

Nature du financement	Nombre de projets	%
Recherche exclusivement	7	23%
Autre financement public exclusivement	4	13%
Territorial exclusivement	2	6%
Fondation ou privé exclusivement	3	10%
Autofinancement exclusivement	5	16%
2 ou 3 financements	5 (dont 4 avec financements fondation ou privé et 3 avec un financement territorial)	16%
Non connu	5	16%

Tableau 11 : Structure du financement

Exemples de projets

Revue Sésame Inrae

Partenaires : Mission Agrobiosciences-Inrae

Financement : INRAE

Faire controverse(s), éclairer les relations sciences-société, détecter les signaux faibles : la Mission Agrobiosciences-Inrae

A l'origine, la Mission Agrobiosciences (MAA) a été créée en 2000 par l'ancien président du centre Inra de Toulouse, Jean-Claude Flamant, et un journaliste indépendant. Cette structure nouvelle, pensée comme un espace singulier, hors institution, de médiation et d'instruction des tensions entre recherche, société et décision publique, s'est donnée d'emblée pour mission, aux plans national et européen, l'analyse des questions vives qui traversent la société, dans le champ de l'agriculture, de l'alimentation et des sciences et techniques du vivant.

Privilégiant le débat multi-acteurs et la veille analytique, son équipe a progressivement développé une ingénierie d'échanges et d'éclairage des controverses, mobilisant un large réseau de savoirs et d'acteurs : chercheurs, universitaires et formateurs de toutes disciplines, milieux agricoles, représentants associatifs, pouvoirs publics, etc.

C'est dans ce contexte que la MAA et Inrae n'ont cessé d'approfondir des relations de confiance. Et c'est tout naturellement qu'en juillet 2016, l'équipe toulousaine rejoint l'institut de recherche, pour devenir la Mission Agrobiosciences-Inrae (MAA-Inrae) sans changer ni son esprit, ni ses manières de faire. Mais avec pour activité supplémentaire la création de la nouvelle revue Sésame, héritière de l'ancien Courrier de l'Environnement de l'Inra.

Son « ADN » ? Ainsi que l'indique clairement Philippe Mauguin, PDG d'Inrae et directeur de la publication, dans son édito du premier numéro : « Sésame n'est pas un nouveau support de communication et n'ambitionne pas de porter la voix officielle d'Inrae. Ce positionnement est souhaité et assumé ; il permettra le débat d'idées en confrontant les positions de personnalités de cultures et d'horizons variés ».

Embrouille-moi si tu peux

Partenaires : Université de Lausanne, Ville de Lausanne, Maison de quartier, travailleurs socio-éducatifs

Financement : Fédéral, communal et universitaire

« Embrouille-moi si tu peux » est un atelier de sensibilisation aux théories complotistes et à la radicalisation destiné aux jeunes des maisons de quartier de la Ville de Lausanne. Il vise à entraîner les participant-e-s à mener une enquête et se poser des questions à plusieurs sur la désinformation, le complotisme, ou les contenus avancés par les influenceurs-ses. Il est le résultat d'une co-production entre savoirs du terrain socio-éducatif, sciences sociales, et médiation. Initié par le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI), le jeu a reçu le concours décisif du Délégué à la Jeunesse de la Ville de Lausanne, la police de Lausanne, de travailleurs et travailleuses socio-éducatifs d'un centre (la Permanence Jeune Bordre), et des spécialistes de la médiation d'Atelier Sémaphore. Il a été testé et amélioré par le Conseil des Jeunes de la Ville de Lausanne. Le rôle de l'UNIL a été de réunir l'expertise en sociologie des médias et de l'éducation.

LOESS - Literacy boost through an Operational Educational Ecosystem of Societal actors on Soil health

Partenaires : 20 partenaires, dont 10 universités, en 16 pays de l'Union Européenne

Financement : Horizon Europe

LOESS place la santé des sols au centre de ses préoccupations afin de prendre soin de la planète et de ses habitants.

LOESS est un programme européen pour la restauration de la santé des sols. Il vise à améliorer les connaissances sur les sols grâce au développement d'offres éducatives et de programmes de formation continue, ainsi qu'à des activités de développement des compétences destinées à de multiples acteurs, parties prenantes et groupes cibles liés à l'éducation sur les sols. Le projet Horizon Europe LOESS : « Literacy boost through an Operational Educational Ecosystem of Societal actors on Soil health » (Amélioration des connaissances grâce à un écosystème éducatif opérationnel des acteurs sociétaux sur la santé des sols) a officiellement démarré en juin 2023, dans le cadre de la mission européenne « Un pacte pour les sols en Europe ».

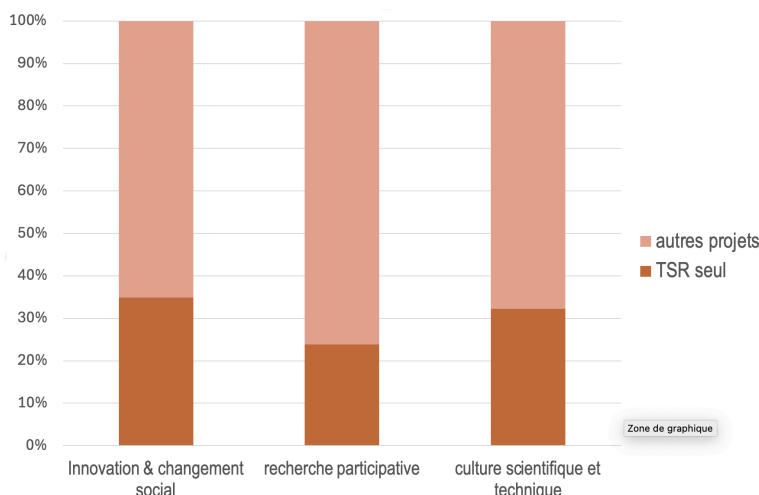
Les gens doivent comprendre l'impact d'un sol sain sur leur vie. Pour cela, il est important d'impliquer toutes les couches de la population européenne. Il est essentiel de partir des pratiques, des valeurs et des préoccupations existantes des citoyens afin de renforcer leur sensibilisation, leur compréhension et leur engagement. En somme, nous devons améliorer la culture du sol.

Pour atteindre cet objectif, LOESS cartographie, met en relation et mobilise de multiples acteurs afin de fournir une vue d'ensemble du niveau actuel des connaissances relatives aux sols à différents niveaux d'enseignement et d'élaborer des programmes et du matériel pédagogiques. LOESS vise à co-crée et à tester des techniques pédagogiques afin d'encourager des flux de connaissances et un dialogue efficaces entre les éducateurs et les apprenants, ainsi qu'entre différents systèmes de connaissances (scientifiques, politiques, individuelles, locales et culturelles collectives).

Focus sur les projets Science-Société menés sans participation des organisations de l'ESR

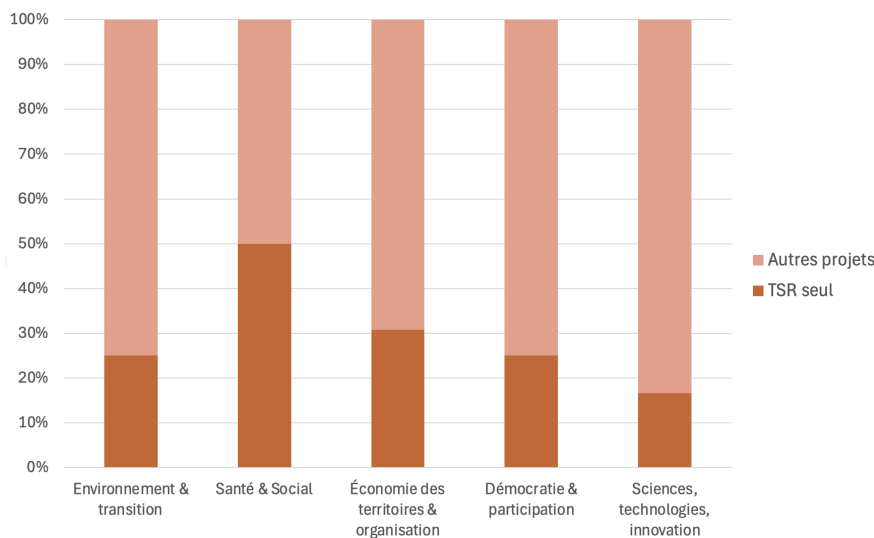
39 projets menés uniquement par des organisations du TSR, sans participation des organisations de l'ESR, ont été identifiés, représentant 28,5% des projets.

Ils sont assez bien répartis dans les différents types de projets identifiés précédemment, à l'exception de la dimension « recherche participative » qui est un peu sous représentée.



Graphique 6 : part des projets menés par le TSR seul dans les différents types de projets identifiés

Les projets menés par des organisations du TSR sans partenariat avec des organisations de l'ESR se portent de manière privilégiée vers la thématique « Santé & Social » et à l'inverse, investissent peu la thématique Sciences, technologies, innovation.



Graphique 7 : Part des projets par le TSR seul dans les différentes thématiques

Les organisations qui ont décrit ces projets sont majoritairement des associations : à noter qu'il peut y avoir dans les autres partenaires éventuellement impliqués d'autres types d'organisations du TSR, mais cela demanderait un travail de collecte et de vérification des

données. Cela reflète globalement la répartition des organisations répondantes. Les entités cognitives représentent à peu près la moitié de ces organisations, soit un peu moins que leur proportion chez les répondants. En l'absence de représentants de l'ESR, on aurait pu s'attendre à une plus forte proportion de ces entités cognitives, on voit qu'il n'en est rien : les organisations du TSR dont les activités ne sont pas prioritairement tournées vers la production de connaissances semblent ne pas hésiter à s'engager dans des projets de recherche participative ou d'innovation sociale, sans l'apport de chercheurs académiques.

Type d'organisations	nombre	dont entités cognitives
Association	27	11
Coopérative (SCOP/SCIC)	5	3
Acteur économique à lucrativité limitée (hors ESS, coopérative)	2	2
Autre acteur de l'ESS	2	2
Institution publique (EPIC, EPA, EPE, EPCC, SPL, GIP, Syndicat mixte...)	1	
Autre	2	1
Total général	39	19

Tableau 12 : type d'organisations du TSR ayant décrit les projets sans organisations ESR

La structure des financements de ces projets est différente de celle des projets dans lesquels des organisations de l'ESR participent : les financements « recherche » sont presque absents ; il y a en revanche plus de financement des territoires et des acteurs privés, et sensiblement plus d'autofinancement.

Par ailleurs, dans 37,5% des cas où le projet est financé par des organismes extérieurs, il bénéficie de plusieurs financements, alors que c'est le cas de 28% des projets dans lesquels des organisations de l'ESR figurent.

	projets avec organisations ESR	projets sans organisation ESR
Financement Recherche	45%	10%
- dont ANR	13%	0%
Financement territorial	20%	33%
Fondations et financements privés	15%	26%
Autres financements publics	17%	23%
Autofinancement	17%	28%

Tableau 13 : financements des projets avec ou sans participation d'organisations de l'ESR.

Conclusions très provisoires

S'appuyer sur cette enquête pour essayer de mieux comprendre ce qu'est le TSR et quelles sont ses activités présente un certain nombre de difficultés :

- Qualité des données : les répondants ont rempli le questionnaire assez vite ; comme dit plus haut, il a fallu aller chercher des éléments de description des projets ; les listes de partenaires des projets sont incomplètes (parfois juste indication du type de partenaires), idem pour les listes de financeurs... Il y aurait sans doute un travail complémentaire de vérification et de recueil des données à faire.
- Représentativité : les données recueillies sont peut-être représentatives de l'ensemble des organisations qui gravitent autour d'ALLISS ; pour le reste, c'est impossible à dire d'autant plus que nous n'avons pas idée de ce que pourrait être le tout par rapport auquel il faudrait viser la représentativité. La forte proportion d' « entités cognitives » interroge notamment. C'est une question à la fois de connaissance, et une question politique. Faut-il assimiler complètement ces organisations au TSR alors qu'elles partagent avec l'ESR une orientation quasi-exclusive vers la production de connaissances ? Ou faut-il créer une catégorie spécifique ? Elles sont un intermédiaire très important pour capter un certain nombre de besoins du TSR au sens strict, c'est-à-dire des organisations dont les finalités sont variées et qui s'intéressent à la production de connaissances en tant qu'elle est utile pour avancer vis-à-vis de ces finalités.

Malgré ces difficultés, cette enquête est néanmoins utile et productive. Elle permet de faire une plongée dans la nébuleuse d'activités et d'acteurs du TSR en s'affranchissant des limites que constitue l'entrée par un programme particulier comme l'ANR SAPS ou le programme CO3 de l'ADEME qui cadrent fortement le type de projets, leurs finalités et les acteurs pertinents pour mener ces projets.

Plusieurs points méritent d'être soulignés :

- Le fait qu'on ait accès à des projets portés uniquement par des acteurs du TSR
- L'importance de l'ancrage territorial et des questions sociales et environnementales qui confirme des éléments de plaidoyer d'ALLISS
- L'extrême diversité des financeurs qui montre 1) qu'une entrée par les programmes est insuffisante pour appréhender l'ensemble des projets Science-Société, 2) que les acteurs font preuve d'une grande capacité d'initiative et de mobilisation de leurs réseaux pour arriver à développer des projets, mais 3) qu'il est probable que cette situation entraîne une grande déperdition d'énergie et traduit une fragilité des dispositifs de soutien de ces projets.

ANNEXE 1

Domaines d'intérêt pour les organisations du TSR

	Associations	Coopératives & sociétés commerciales	Autre	Total	Dont entités cognitives
Agriculture	2	1		3	
Alimentation	2			2	2
Environnement	4			4	2
Matériaux	1			1	1
Transition	4	4		8	7
Sous total Environnement-Transition	13	5		18	12
Humanitaire	1			1	1
Inclusion	1			1	
Jeunesse		1		1	1
Santé	5		1	6	3
Social	3	1		4	2
Sous-total Santé-Social	10	2	1	13	7
Associations	4			4	4
ESS		2		2	
Communs	1			1	1
Territoires	1	2		3	2
Sous-total Associations-Territoires	6	4		10	7
CST	7		3	10	
Éducation populaire	4	1		5	2
Sous-total Culture scientifique et technique	11	1	3	15	2
Intermédiation	10	5		15	7
Innovation	2			2	
Innovation sociale	1	2		3	3
Publication Scientifique	1			1	1
R&D	1	3	1	5	3
Recherche Action	1	4		5	4
Sciences Humaines et Sociales		2		2	2
Sous-total Recherche et Innovation	6	11	1	18	13
TOTAL	56	28	5	89	48

Le total est supérieur au nombre d'organisations (78) car 11 organisations ont deux domaines d'intérêt.

ANNEXE 2

Financiers des projets décrits

1. Projets Innovation et Changement social

Les nombres entre () indiquent le nombre de financements recensés. En l'absence de nombre, l'occurrence est de 1.

Financiers publics mentionnés (niveau national ou européen) :

ADEME	France Active
ANR (6)	France Agrimer
Commission Européenne (3)	Isite Future
Concours Mondial d'innovation 2030	Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
FEADER 78.01	Plan de relance
CAF	Politique de la Ville
France 2030	POPSU (2)

Financiers à l'échelle territoriale :

Régions (4)
Agences régionales de santé (2)
Département
Communauté d'agglomération

Fondations et acteurs privés

Fondation Carasso	Fondation pour le progrès de l'homme
Fondation de France	Fondation Massé Trévidy
Fondation des Solidarités Urbaines	Entreprise sociale Col i Bambini

2. Projets Recherche participative

Financiers publics mentionnés (niveau national ou européen) :

AAP recherche (2)	Crédit impôt Recherche
ADEME (5)	CNES
ANCT	Commission Européenne (3)
ANR (7)	INRAE
label SAPS	Isite
Centres de recherche (2)	MESR (2)
Programme Cit'In	Universités (2)
Cité éducative	

Financiers à l'échelle territoriale :

Banque des territoires	Crédit Municipal
Régions (8)	Agences de l'eau (2)
Département	EPT Est-Ensemble
Municipalités (2)	

Fondations et acteurs privés

Agropolis Fondation	Fondation de France (3)
BPGO	MSA
Crowdfunding	OPCO (2)
Fondation	Philanthropie
Fondation Air Liquide	Space for Climate Observatory (2)
Fondation Carasso	

3. Projets Culture scientifique et technique

Financeurs publics mentionnés (niveau national ou européen) :

ARS IDF	Institut Pasteur (2)
BPIFrance	MESR (4)
CAF	Paris Habitat
Diagonale Paris Saclay (2)	SAPS
Europe (3)	Université
INRAE	

Financeurs à l'échelle territoriale :

Région
Département
Municipalités (4)

Fondations et acteurs privés

Aquatech Innovation	Fondation Carasso
Banque Populaire du Sud	Fondation Feuerhaun
Eau'Dyssée (association)	Fondation RTE pour la ruralité